

Ces fonctionnaires des finances publiques se mettent en grève contre la fusion des services départementaux



Les fonctionnaires ont manifesté mardi matin. En cause : la restructuration des services

Rue Delille, devant le bâtiment des finances publiques, mardi matin, les manifestants font volontiers passer le bon mot: "*C'est du monologue social!*"

Près de cinquante agents avaient répondu à l'appel de leurs syndicats. "*On en est venu à poser un jour de grève : la direction ne nous a pas laissé le choix, elle campe sur ses positions*", déroule Nicolas Ezzahi, secrétaire départemental du Syndicat solidaires finances publiques (SFP06). La cause de ces tensions : la fusion des services départementaux. Et sa conséquence : le transfert des agents, notamment ceux du centre Nice-Paillon vers celui de la rue Joseph-Cadéi.

Paradis fiscal

Pour le syndicaliste, c'est "*une restriction du service publique*", dont les victimes sont "*les usagers, qui auront des heures de file d'attente*". À chaud, le représentant du personnel pointe "*les suppressions d'emploi*" à venir, ainsi que "*la hausse de la charge de travail*".

"Cela va poser un gros problème au niveau de la fraude: ce sont des dossiers qui demandent du temps pour investiguer. On ne voudrait pas que les Alpes-Maritimes deviennent un paradis fiscal", s'énerve-t-il.

Nicolas Ezzahi ne se fait pas d'illusions : la finalité, c'est de réduire les frais, avec l'espoir que *"tout le monde fasse sa déclaration uniquement sur Internet, au détriment de ceux qui ne parlent pas français ou de ceux qui ne sont pas connectés"*.

"Pas de concertation"

Voilà pour le fond. Et la forme aussi fait sortir les agents de leurs gonds. Dans leur viseur: *"Le nouveau directeur, arrivé en juillet »*, cible un fonctionnaire. *« Il veut chambouler tous les services, sans aucune concertation. Nous voulons savoir comment les choses vont se dérouler et pouvoir en débattre"*, lâche-t-il. Le directeur, serait à l'initiative du tour de vis dans les Alpes-Maritimes: *"Il est à deux ans la retraite. Il fait ça pour avoir une bonne note auprès de Bercy [le ministère des Finances, N.D.L.R.]"*, accuse le représentant syndical. Ce qui expliquerait, selon les manifestants, le choix du timing : à l'approche de l'entrée en vigueur de la réforme de l'impôt sur le revenu, qualifiée ici *"d'usine à gaz"*.

"Nous ne sommes pas arriérés, nous connaissons la situation de la fonction publique", concède Nicolas Ezzahi. *"Mais il est, pour nous, inconscient et ubuesque de se lancer dans ces fusions alors que nous n'avons pas de recul sur la réforme. Nous demandons le report, comme cela a été fait dans plusieurs départements."*

Reçus après la manifestation, les syndicalistes ont décidé que les agents se joindraient à la réunion. *"Nous avons voulu leur montrer comment est le directeur : une heure et demie d'échanges, mais il ne répond jamais clairement"*, conclut le syndicaliste.

Contactée, la direction n'a pas souhaité s'exprimer, invoquant *"la période de réserve imposée un mois avant l'élection présidentielle"*.